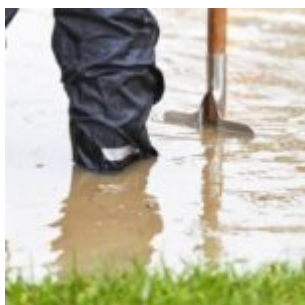


L'aide aux entreprises du Nord-Pas-de-Calais impactées par les inondations est étendue



© 2024 Les Echos Publishing

Une aide financière a été instaurée en faveur des entreprises qui ont été particulièrement impactées par les graves inondations qui ont eu lieu en novembre 2023 et en janvier 2024 dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Initialement, l'aide était réservée aux entreprises ayant subi une perte de chiffre d'affaires d'au moins 50 % sur la période trimestrielle couvrant les mois de novembre 2023 à janvier 2024 par rapport à la période trimestrielle couvrant les mois de novembre 2022 à janvier 2023. S'agissant des entreprises créées en novembre 2022, elles devaient avoir subi une baisse de chiffre d'affaires d'au moins 50 % entre les mois de décembre 2022 et décembre 2023.

Cette aide vient d'être étendue aux entreprises qui ont été moins durement touchées, à savoir à celles ayant subi une baisse de chiffre d'affaires comprise entre 30 % et 50 % sur la période trimestrielle novembre 2023-janvier 2024 par rapport à la période trimestrielle novembre 2022-janvier 2023. Les entreprises créées en novembre 2022 doivent, quant à elles, avoir subi une baisse de chiffre d'affaires comprise

entre 30 % et 50 % entre les mois de décembre 2022 et décembre 2023. Pour ces entreprises, l'aide correspond à 30 % du chiffre d'affaires mensuel moyen de l'année 2022, contre 45 % pour les entreprises ayant subi une perte de chiffre d'affaires d'au moins 50 %, plafonnée à 5 000 €.

Rappel des conditions à remplir

Pour pouvoir bénéficier de l'aide, les entreprises, outre la perte de chiffre d'affaires, doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- elles exercent en propre une activité économique dans une commune des départements du Nord ou du Pas-de-Calais reconnue en état de catastrophe naturelle constaté par arrêté à la fois au titre des mois de novembre 2023 et de janvier 2024, ou dans une commune listée par arrêté du ministre de l'Économie ;
- elles ne relèvent pas du secteur de l'agriculture ;
- elles sont immatriculées au Registre national des entreprises ;
- elles ont été créées au plus tard le 30 novembre 2022 ;
- leur effectif est inférieur ou égal à 10 salariés ;
- le montant de leur chiffre d'affaires constaté lors du dernier exercice clos est inférieur à 2 millions d'euros. Pour les entreprises n'ayant pas encore clos d'exercice, le chiffre d'affaires mensuel moyen sur la période comprise entre la date de création de l'entreprise et le 31 décembre 2023 doit être inférieur à 166 667 €. Ces plafonds sont appréciés au niveau du groupe ;
- elles sont, au 31 octobre 2023, à jour de leurs obligations déclaratives fiscales et sociales et elles n'ont pas à cette date de dette fiscale ou sociale impayée ;
- elles ne se trouvaient pas en procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire à la date du 31 octobre 2023 ;
- les personnes physiques ou, pour les personnes morales, leur dirigeant majoritaire, n'étaient pas titulaires, au

1^{er} novembre 2023, d'un contrat de travail à temps complet ou d'une pension de vieillesse et n'ont pas bénéficié, au cours de la période comprise entre le 1^{er} novembre 2023 et le 31 janvier 2024, d'indemnités journalières de Sécurité sociale d'un montant supérieur à 2 400 €.

Modalités de la demande

La demande pour bénéficier de l'aide doit être effectuée [en ligne](#) « dans les 4 mois à compter de la date d'ouverture du service » (ce qui voudrait dire jusqu'à la fin mai...).

Elle doit comporter une déclaration sur l'honneur attestant l'exactitude des informations déclarées et indiquant que l'entreprise remplit bien les conditions requises ainsi que les coordonnées bancaires de l'entreprise.

En pratique : l'aide sera versée directement sur le compte bancaire de l'entreprise.

[Décret n° 2024-305 du 2 avril 2024, JO du 4](#)

© 2024 Les Echos Publishing